Marion Maddox

LES DYNAMIQUES POLITIQUES EN AUSTRALIE : RELIGION ET POLITIQUE DANS UN SYSTÈME LAÏQUE

Le problème

En mars 2011, Julia Gillard, Premier ministre d'Australie, profita de son temps de réponse au Parlement pour défier, à un quizz biblique, le chef de l'opposition, Tony Abbott.

C'était là un défi assez étrange pour diverses raisons très révélatrices des dynamiques politiques actuelles en Australie.

Le contexte

Un tel défi entre opposants politiques n'aurait pas suscité la moindre curiosité aux États-Unis où l'on demande souvent aux candidats à la présidence de nommer leur livre favori de la Bible ou de réciter leur verset préféré, où tous les discours politiques se terminent par « Que Dieu bénisse l'Amérique » et où les citoyens sont plus nombreux à être membres d'une paroisse que de toute autre association bénévole, club ou groupe [1]. Le défi aurait une valeur différente, mais tout aussi acceptable, au Royaume-Uni où la reine est le chef de l'Église d'Angleterre et où 26 évêques siègent de droit à la Chambre des lords, la chambre haute du Parlement britannique.

1. Robert D. Putnman et David E. Campbell, *American Grace. How Religion Divides and Unites Us*, New York, Simon & Schuster, 2010, p. 29-30.

L'Australie, par contre, n'a pas de religion officielle ; moins de 20 % de la population affirme assister à un office religieux au moins une fois par mois et moins de 10 % une fois par semaine ; un peu plus de 60 % de la population est d'obédience chrétienne. En outre, une forte hostilité entre groupes religieux durant la première moitié du XXe siècle a mené, de fait, à un bannissement de la religion du débat politique à la fin de ce siècle.

Le système bipartite bien établi en Australie n'a jamais donné naissance à des partis d'orientation religieuse. Il n'y a, par exemple, jamais eu en Australie de parti équivalent à la démocratie-chrétienne européenne. L'actuel Premier ministre, Julia Gillard, est à la tête d'un gouvernement minoritaire – le premier depuis 1943 – dans lequel son parti, le parti travailliste australien, bénéficie du soutien d'un petit parti et de trois élus indépendants. Mais aucun n'a de base religieuse. Très peu de données statistiques viennent étayer l'existence d'un vote religieux. Et pourtant, au début du XXIe siècle, la rhétorique religieuse occupe une place de plus en plus importante [2].

Les acteurs

Mme Gillard, qui dirige un parti de gauche, le parti travailliste australien, se présente comme athée. M. Abbott est l'une des personnalités les plus conservatrices du parti libéral, lui-même très conservateur ; il est catholique pratiquant et dix ans avant de se faire élire au Parlement, il était entré au séminaire, afin de se préparer à la prêtrise, qu'il abandonna trois ans plus tard.

Mme Gillard lança son défi à M. Abbott après un entretien télévisé au cours duquel elle avait déclaré : « J'aime bien que les gens connaissent les récits de la Bible » – non pas, s'était-elle empressée de préciser, pour des raisons religieuses, mais parce que « ce qui vient de la Bible forme une partie si importante de notre culture ». Mme Gillard, en parlant de son enfance en d'autres occasions, avait décrit avec chaleur son adolescence au sein de l'Église baptiste locale. Elle avait parlé de son amitié avec la fille du pasteur, de ce qu'elle devait aux valeurs de discipline, de travail et de compassion que cette Église lui avait apprises et de son respect pour les valeurs de ceux qu'elle appelle les « gens qui ont la foi ». Elle s'est en fait décrite comme étant « imprégnée par cette tradition

2. Anna Crabb, « Invoking religion in australian politics », *Australian Journal of Political Science*, vol. 44, n° 2, 2009, p. 259-279.

[baptiste] » tout en admettant que « durant [sa] vie d'adulte, [elle] avait suivi une "autre voie" » [3].

Beaucoup de ses partisans pensaient savoir quelle était cette voie. Julia Gillard avait été très active dans des luttes féministes emblématiques telles que l'élaboration de la règle de discrimination positive au sein du parti travailliste, qui impose d'accorder un tiers des sièges gagnables à des candidates, et elle avait participé à la fondation de la Liste d'Emily, un groupe informel qui fournit des financements aux femmes politiques qui soutiennent la liberté de choix en matière de procréation.

En outre, sa vie personnelle reflète sa volonté de rompre avec la tradition : elle est non seulement la première femme à occuper ce poste en Australie, mais aussi le premier Premier ministre à vivre en concubinage avec son compagnon. Chose rare, leur relation est assez récente puisqu'elle a commencé en 2006. Auparavant, elle a eu un certain nombre de relations bien connues, y compris avec des collègues du Parlement et d'autres personnalités publiques.

Étant donné ces prises de positions publiques et personnelles beaucoup pensaient que, comme 80 % de ses concitoyens [4], elle exprimerait son soutien au mariage entre personnes du même sexe. Mais, bien au contraire, elle utilisa son entretien télévisé pour réitérer sa conviction de longue date que le mariage devait unir « un homme et une femme » et pour rejeter d'autres positions progressistes sur les questions sociales, comme par exemple l'euthanasie volontaire. Pressée de donner ses raisons, elle donna l'impression d'éprouver des difficultés à le faire. Elle attribua ces positions conservatrices à « son éducation syndicale et travailliste, au sein d'une famille assez conservatrice dans le domaine des valeurs personnelles » et exprima le souhait que « certaines choses importantes de notre passé… devraient continuer de faire partie de notre présent et de notre futur ».

Naturellement, les partisans du mariage entre personnes du même sexe se demandèrent publiquement pourquoi elle s'accordait la liberté guère conventionnelle de choisir d'épouser ou de ne pas épouser son compagnon, tout en leur niant la même possibilité. À la fin 2011, le parti travailliste australien préparait une convention nationale au cours de laquelle un courant de fond devait s'exprimer en faveur de l'inscription

3. Julia Gillard, entretien avec Jon Faine, ABC Radio 774, 29 juin 2010, disponible en ligne : http://www.abc.net.au/local/audio/2010/06/29/2939565/htm.

4. Y compris plus de 50 % de ceux qui se déclarent chrétiens, tel son ministre des Finances, Mme Penny Wong qui attend actuellement son premier enfant avec sa compagne Sophie Allouache.

du droit au mariage pour les couples du même sexe dans le programme du parti. Julia Gillard, qui vient de l'aile gauche de celui-ci, s'est ralliée à son aile droite la plus conservatrice pour s'opposer à ce changement.

Ses souvenirs chaleureux de sa propre enfance baptiste, le défi enjoué (mais sans doute tout à fait sérieux) qu'elle lança à Thomas Abbott à propos de sa connaissance de la Bible et son soutien enthousiaste de l'enseignement des récits bibliques aux enfants australiens d'aujourd'hui sont autant d'éléments nous fournissant une clé pour comprendre sa résistance assez déroutante au changement portant sur certaines valeurs personnelles, alors même qu'elle défend et embrasse dans sa vie d'autres changements profonds sur d'autres questions. Pour Gillard, la religion semble être quelque chose que les enfants pratiquent durant leur enfance – ils devraient en être « imprégnés » – mais que les adultes mûrs peuvent rejeter afin de trouver leur propre voie. Elle semble avoir quelque difficulté à concevoir une foi adulte qui mènerait un individu à questionner ou même rejeter la tradition reçue. Son répertoire des attitudes possibles face à celle-ci semble se limiter aux extrêmes : le rejet total (« arrivée à la vie adulte j'ai trouvé une voie différente ») ou la reproduction inconditionnelle (« certaines choses importantes de notre passé… devraient continuer à faire partie de notre présent et de notre futur »).

L'éducation baptiste de Julia Gillard en fait une figure insolite dans le *Labour Party* dont la base traditionnelle est catholique. Le catholicisme australien a de fortes racines irlandaises, ce qui l'a doté d'une conscience ouvriériste combative. Le parti libéral a été traditionnellement hostile aux catholiques. Cependant, vers la fin du XXe siècle cet alignement religieux partisan a commencé à changer. Lors de la dernière participation du parti libéral au gouvernement fédéral entre 1996 et 2007, pas moins de huit membres du cabinet étaient catholiques et Thomas Abbott attribua à leur influence une série de décisions du gouvernement, comme « l'abrogation de la loi sur l'euthanasie du Territoire du Nord, l'interdiction du mariage gay, l'arrêt des tests sur le traitement de l'addiction à l'héroïne (il s'agissait d'un test scientifique visant à mesurer l'efficacité d'un traitement de l'addiction à l'héroïne par la prescription d'héroïne sur ordonnance), l'augmentation de l'aide aux familles dont un seul adulte travaille alors que l'autre reste à la maison, et la tentative de réduire le nombre d'avortements [5] ».

Comme il convient à quelqu'un qui défend les « valeurs familiales »,

5. Adele Horin, « The charm and disarm offensive », *Sydney Morning Herald*, 7 août 2010.

Abbott est marié avec la même femme depuis vingt-cinq ans et a trois filles aujourd'hui adultes. Sa carrière politique a été parsemée de commentaires censés révéler ses valeurs traditionnelles, tels que ses avertissements aux « ménagères australiennes » concernant l'influence de la hausse des prix de l'électricité, qui les affectera, lorsqu'elles « mettront en marche leur fer à repasser » et sa recommandation aux femmes de considérer leur virginité comme un « don » qui ne devrait pas « être offert à la légère ».

Pourtant Abbott a également un passé encombrant, puisqu'il a cru durant vingt-sept ans qu'il était le père d'un fils illégitime né avant son entrée au séminaire. Lorsqu'en 2004 le jeune homme contacta sa mère naturelle, avec qui Abbott maintenait des contacts réguliers, la nation fut le témoin des souvenirs d'un jeune catholique fervent dont la foi lui avait interdit, des années auparavant, d'avoir recours aux méthodes contraceptives, mais pas d'avoir des relations sexuelles (« Nous jouions à la "roulette vaticane" », expliqua la mère à la radio). Les politiques sociales imposées par Abbott au gouvernement, comme celles qui décourageaient les étudiants de vivre en concubinage, semblaient vouloir imposer aux autres des critères de comportement qu'il avait lui-même été incapable de respecter.

Un observateur cynique pourrait conclure que les professions de foi religieuse des deux dirigeants politiques manquent de sincérité, et sont adressées à un électorat dont ils peuvent espérer au mieux une certaine indifférence.

La culture politique

Une des explications avancées par certains commentateurs pour éclairer cette éruption de discours politico-religieux au début du XXIe siècle est que, si celui-ci ne pouvait séduire la majorité, il était néanmoins susceptible de rallier un bloc d'électeurs crucial. Mais cette interprétation n'est pas très convaincante. Non seulement les pratiquants ne constituent qu'une petite minorité de la population australienne mais, dans ce pays, les chrétiens n'ont jamais voté en bloc ; et très peu de données confirment le fait que les croyances religieuses d'un candidat, ou l'absence de telles croyances, soient un facteur décisif dans le choix des électeurs.

Au contraire. Dans une série d'entretiens, j'ai demandé à une cinquantaine de représentants et de sénateurs, en place ou à la retraite, en 1999 et 2000, s'ils considéraient qu'un engagement religieux proclamé publiquement pouvait être un avantage, un désavantage ou n'avoir

aucune influence. Aucune des personnes questionnées n'estimait cela, à titre personnel, comme un avantage. Une ou deux ont suggéré que cela pouvait bénéficier à des collègues faisant campagne dans des circonscriptions très religieuses, bien que des représentants élus dans ces dernières (dont certains n'étaient pas croyants) affirmassent, pour leur part, qu'ils ne trouvaient pas nécessaire de se présenter comme croyants. La majorité absolue pensait que proclamer publiquement sa foi n'était ni un avantage ni un désavantage, et quelques-uns pensaient que la méfiance des Australiens face à toute expression ouverte de religiosité ferait de toute affirmation publique d'un tel engagement un désavantage électoral. Jusqu'à une période très récente au moins, les Australiens ont eu tendance à se méfier de toute religiosité trop manifeste, rejetant toute manifestation de religion civile à l'américaine et évitant tout ce qui pourrait ressembler à une invocation de la protection divine dans les discours politiques.

Au cours des décennies de trêve laïque, aucune des deux grandes familles politiques n'a lancé d'appels ouvertement religieux. Les Églises se prononçaient surtout sur les questions de justice sociale et de protection de l'environnement. Par exemple, les Églises libérales ont participé aux campagnes en faveur des droits des Aborigènes à la terre, à celles s'opposant à l'extraction d'uranium et à la participation de l'Australie à la guerre du Viêtnam, ou encore à celles en faveur de la protection des droits des travailleurs. Ceci a changé après l'élection du gouvernement libéral de John Howard en 1996 [6].

Afin de comprendre l'influence religieuse dans la culture politique australienne, il faut prendre en compte la différence qui existe entre le pourcentage assez limité de la population ayant un engagement religieux très actif et celui beaucoup plus important de personnes qui ont un lien très vague avec les différentes traditions chrétiennes, mais qui ne participent pas activement à une communauté religieuse et ne connaissent que très peu leur religion. Ces derniers – vaguement chrétiens mais incultes religieusement – sont en fait la cible principale des discours politiques à tonalité religieuse.

Il est tout aussi erroné de penser que les thèmes religieux introduits dans le débat politique s'adressent principalement aux Australiens les plus dévots, que de penser qu'ils sont portés par les hommes politiques les plus engagés religieusement. Au contraire, ils sont souvent lancés

6. Pour une analyse plus détaillée, voir Marion Maddox, *God Under Howard. The Rise of the Religious Right in Australian Politics*, Sydney, Allen & Unwin, 2005.

par ceux qui n'ont guère plus de culture religieuse que la population à laquelle ils s'adressent.

Cette interprétation s'appuie sur une série d'études portant sur les croyances et pratiques religieuses des Australiens. Dans l'une d'elles, menée en 1966, le sociologue Hans Mol montrait que les pratiquants réguliers avaient, en général, des attitudes politiques et morales plus conservatrices que les non-pratiquants. Les plus pratiquants étaient aussi ceux qui s'opposaient le plus à l'avortement, aux jeux d'argent, soutenaient la peine de mort et admiraient le patriotisme. Mais cette association ne fonctionnait plus sur la question du racisme. Ils étaient également les plus enclins à se sentir « accueillants et à l'aise » avec les membres des groupes minoritaires, y compris les Japonais, les Italiens, les catholiques, les juifs et les alcooliques. Seuls les communistes et les athées suscitaient leur désapprobation. Mol posa également une question à son échantillon sur leur attitude face à ceux qui voulaient chasser les Asiatiques d'Australie. Les pratiquants les plus réguliers étaient encore les plus disposés à s'y opposer. Les pratiquants occasionnels étaient quant à eux beaucoup plus enclins à approuver, ou du moins à tolérer, ceux qui défendaient l'exclusion des Asiatiques. Et cela était valable pour toutes les familles religieuses. Mol en concluait que les pratiquants réguliers « adoptaient une attitude beaucoup plus libérale que les non-pratiquants à propos de l'immigration asiatique[7] ».

Dans une étude de suivi menée en 1981, Mol retrouva la même relation entre la pratique religieuse et l'antiracisme, y compris une attitude empathique envers les réfugiés. Cette étude ajoutait une corrélation supplémentaire : outre les pratiquants religieux, le groupe manifestant le plus d'empathie envers les gens d'autres races et étant le plus favorable à l'aide aux réfugiés était ceux qui n'avaient pas de religion. Les chrétiens « nominaux », pratiquant peu ou pas du tout, avaient les attitudes raciales les plus hostiles.

Afin d'expliquer pourquoi les dévots et les sans religion se retrouvaient sur les questions de l'opposition au racisme et du soutien aux réfugiés, Mol expliquait que les deux groupes étaient eux-mêmes des « minorités » face à la majorité nominalement chrétienne. « À l'évidence, les chrétiens engagés se sentent plus responsables pour les défavorisés, et les sans religion (qui sont eux-mêmes à la marge de la société) soutiennent de nombreuses causes progressistes. » À l'opposé, concluait-il,

7. Hans Mol, *Religion in Australia. A Sociological Investigation*, Sydney, Thomas Nelson Australia, 1971, p. 69-71.

« les Australiens moyens non pratiquants tendent à ne pas s'intéresser à ce qui se passe au-delà de leur environnement immédiat, se concentrant sur ce qui leur apporte des avantages personnels immédiats [8] ».

Mol nous fournit là une indication pour comprendre l'intérêt qu'un électorat très laïque peut porter à un discours politique teinté de religion. Un tel discours n'était pas susceptible d'attirer la petite minorité d'électeurs très religieux qui s'intéressent beaucoup à la politique mais sont également divisés politiquement et dont le vote est, en tout cas, solidement acquis à l'un ou l'autre des deux grands partis. Il s'adressait au contraire au groupe beaucoup plus important d'électeurs australiens qui, tout en ayant personnellement très peu de pratique religieuse, considèrent vaguement le christianisme comme une force bénéfique pour le bien commun, dans son sens « conservateur ».

En cherchant à attirer les électeurs « moyens » de Mol par des discours teintés de religion, Gillard et Abbott ne faisaient que suivre la voie ouverte par leurs prédécesseurs, Kevin Rudd et, plus particulièrement, John Howard. Ces électeurs étaient ceux qui avaient tout de suite approuvé l'empressement de Howard à rejoindre la « coalition des volontaires », alors que les Églises – toutes confessions confondues et à de très rares exceptions près – avaient exprimé de profondes réserves face à l'invasion de l'Afghanistan et à la montée de l'islamophobie au lendemain des attaques du 11 septembre 2001. Les raids policiers très médiatisés dans des domiciles musulmans durant le Ramadan (prétendument pour arrêter des terroristes suspects, même si aucune arrestation ne fut opérée), la dénonciation par Howard de certains aspects du culte musulman et la diffamation de demandeurs d'asiles, principalement musulmans, étaient autant de signaux lancés à ceux qui, parmi les électeurs, traçaient une ligne de séparation très nette entre « notre » civilisation chrétienne et « leur » dangereux mode de vie musulman qui la menaçait [9].

On peut dire la même chose à propos des différents groupes avec lesquels Howard et certains de ses principaux ministres ont choisi de s'associer. Le secrétaire au Trésor, Peter Costello, s'est fait remarquer pour ses liens étroits avec le groupe religieux « Attrapons le feu », une association d'inspiration victorienne très controversée dont le pasteur, Danny Nalliah, s'est retrouvé devant les tribunaux pour avoir prétendument vilipendé les musulmans au cours d'une assemblée de son église.

8. Hans Mol, *The Faith of Australians*, Sydney, Allen & Unwin, 1985, p. 159-161.
9. Marion Maddox, *God Under Howard*, *op. cit.*, p. 166-194.

(Costello lui-même a déclaré, au cours d'une réunion soutenue par « Attrapons le feu », que les questions concernant les attaques contre des groupes religieux ne devraient pas être réglées devant les tribunaux, ajoutant de façon quelque peu déroutante que le meilleur moyen d'améliorer les relations entre chrétiens et musulmans serait de revenir « aux valeurs judéo-chrétiennes ».) Nalliah s'est aussi rendu célèbre en appelant ses partisans « à détruire les antres de Satan » que sont les commerces d'alcool, les officines de paris, les mosquées et les temples hindous, et en prophétisant – de façon erronée – que Howard remporterait les élections de 2010 et que Costello lui succéderait au poste de Premier ministre. Certaines de ces idées doivent sembler pour le moins bizarres aux yeux de la plupart des croyants pratiquants australiens. Mais si l'on considère que ces discours ne s'adressent pas aux pratiquants mais plutôt à la masse des gens superficiellement religieux qui s'intéressent aux grandes lignes plutôt qu'aux détails de la pratique, ils sont suffisamment énergiques et colorés pour attirer l'attention et donnent l'impression que celui ou celle qui les prononce prend au moins sa religion au sérieux.

En Australie, la rhétorique religieuse en politique semble presque être conçue pour ne pas s'adresser spécifiquement, en premier lieu, aux croyants pratiquants, ceux-ci étant depuis longtemps solidement engagés en faveur d'un camp ou de l'autre. Au lieu de cela, elle semble s'adresser avant tout à ceux que Mol appelle les Australiens « moyens », ceux qui sont vaguement attachés à la tradition, qui ne vont pas jusqu'à se déclarer athées (comme Gillard) ou agnostiques, mais à qui les catégories religieuses donnent un sentiment nostalgique de sûreté et de sécurité.

On peut finalement se demander pourquoi le consensus laïque australien s'est effondré précisément au moment où il l'a fait. Ce qui est frappant ici est que l'émergence de discours ouvertement religieux dans la vie politique australienne a coïncidé avec une baisse marquée des différenciations idéologiques entre les partis. Alors que les deux grands partis se ralliaient au consensus néolibéral, la religion offrait aux hommes politiques un raccourci pratique, leur permettant de démontrer leur adhésion à un ensemble de valeurs qui transcendaient la triste croyance en la nécessité d'équilibrer le budget. On peut dire que les exemples d'Abbott (le catholique dévot qui presse les femmes australiennes de veiller sur ce don de Dieu qu'est leur virginité, ce qu'il a, lui-même, été incapable de faire) et de Gillard (l'athée qui souhaite que les Australiens « connaissent bien les récits bibliques », la progressiste qui s'oppose au mariage homosexuel pour la simple raison « que certains éléments importants de notre passé… devraient faire partie de notre présent et aussi de

notre futur ») illustrent bien la maladresse qui accompagne toute instrumentalisation d'idées particulières.

Des rapports changeants

Aujourd'hui les Australiens sont divisés moins par les allégeances religieuses que par les idéologies politiques. Les catholiques conservateurs se retrouvent avec les protestants conservateurs pour s'opposer à l'avortement, à l'euthanasie et à l'homosexualité. Alors que les désaccords entre les deux confessions demeurent toujours aussi forts sur la question de la vénération des saints ou de la transsubstantiation, ces questions ne sont plus prioritaires. De la même façon, les catholiques progressistes font cause commune avec les protestants progressistes pour dénoncer les méfaits du capitalisme sauvage à l'égard des pauvres, pour demander une meilleure protection de l'environnement, pour défendre la législation du travail et les droits des Aborigènes à la terre, ou pour demander une plus grande reconnaissance des chrétiens homosexuels au sein de leurs Églises.

Cette dynamique est apparue de façon particulièrement évidente dans la nouvelle « troisième force » de la politique australienne représentée par les Verts. Ceux-ci ont en général des scores autour de 12 % dans les sondages d'opinion pour les élections au niveau fédéral ou au niveau des États mais, étant donné les particularités du système électoral, ils n'ont réussi à obtenir des sièges à la Chambre des représentants qu'à deux occasions (en 2002-2004 et depuis 2010).

Durant la campagne électorale de 2010 et depuis, de nombreux commentateurs ont présenté les Verts australiens comme des « païens », « antireligieux » et « antichrétiens ». Le cardinal catholique George Pell a décrit le parti comme un « poison enrobé de sucre [10] ».

Cependant, comme je l'ai écrit dans une étude préliminaire, alors que l'étiquette « antichrétien » commençait à être utilisée, « il y a peu de mouvements qui peuvent revendiquer un nombre [aussi] important de chrétiens pratiquants parmi leur représentation au Parlement fédéral »

10. George Pell, « Élections », 8 août 2010, http://www.sydney.catholic.org.au/people/archbishop/stc/2010/201089_7.shtml ; des idées similaires sont présentées dans George Pell *et al.*, « The Green agenda : a message from catholic bishops in NSW », 2010 (brochure en possession de l'auteur) ; Alex Easton, « Bishop has beef with Greens », *Northern Star,* 24 mars 2011 ; Greg Smith, « Religious vilification, anti-discrimination law and religious freedom. Speech by the NSW Attorney General, the Hon. Greg Smith SC MP », 11 août 2011 (copie en possession de l'auteur) ; Jim Wallace, « Jim Wallace begins daily election blog, reaffirms ACL purpose », 12 août 2010, http://australianchristianlobby.org.au/2010/08/jim-wallace-begins-daily-election-blog-reaffirms-acl-purpose/.

que les Verts [11]. Depuis mon analyse de 2005, un plus grand nombre de Verts ont été élus au Parlement fédéral et aux parlements des États, et l'usage de l'étiquette « antichrétien » dans un but politique s'est accru ; mais c'est aussi le cas pour le nombre de chrétiens pratiquants qui se présentent aux élections comme candidats des Verts.

On peut donner comme exemple le théologien Jim Reiher, directeur national de UnitingCare Australia et candidat en 2010 pour la circonscription de La Trobe, ou la candidate de 2010 au Sénat Lin Hatfield-Dodds (personnalité australienne de l'année en 2008). Les deux représentent un spectre théologique assez vaste. Reiher était auparavant maître de conférences à Tabor, un collège biblique évangélique très influencé par le mouvement charismatique dont les adhérents sont en général associés avec les causes conservatrices. Hatfield-Dodds représente l'Église unifiée d'Australie, dénomination qui est la plus identifiée avec les causes politiques et sociales progressistes.

En 2009-2010, avec trois de mes collègues, j'ai conduit une enquête commanditée par le ministère fédéral de l'Immigration et de la Citoyenneté qui démontra que les chrétiens n'étaient pas les seuls « gens qui ont la foi » à être attirés par les Verts [12]. Selon le recensement de 2006, les musulmans représentaient 1,7 % de la population australienne et, comme les autres groupes d'origine immigrée, ils votaient historiquement pour le parti travailliste. Mais notre enquête démontra que les jeunes musulmans transféraient de plus en plus leur vote sur le parti vert.

Nos résultats suggéraient plusieurs explications pour ce phénomène, y compris le fait que les jeunes musulmans partageaient les préoccupations d'autres jeunes électeurs concernant la défense de l'environnement. Il faut ajouter à cela l'abandon par les deux grands partis de tout discours sur les droits de l'homme à propos des demandeurs d'asile – dont beaucoup sont musulmans – qui arrivent par bateau en Australie où ils sont soumis à un régime de détention particulièrement sévère. Les libéraux d'Abbott ont fait campagne sur un slogan assez simple : « Renvoyez les bateaux », suggérant que les demandeurs d'asile arrivant par la mer devaient tout simplement être renvoyés à leur port d'origine, indépendamment de la validité de leurs requêtes. Les travaillistes avaient d'abord promis dans leur campagne un traitement plus humain des réfugiés, mais ils ont, eux aussi, adopté un discours populiste

11. Marion Maddox, « Faith, ecology, propaganda », *Chain Reaction,* n° 94, juillet 2005.

12. Kais Al-Momani, Nour Dados, Marion Maddox et Amanda Wise, *Political Participation of Australian Muslims*, Canberra, Department of Immigration and Citizenship, 2010.

anti-réfugiés au fort relent islamophobe. Les Verts furent le seul parti (ayant quelque chance de faire élire des représentants) à maintenir une position de principe en défense des demandeurs d'asile.

Le défi lancé par Julia Gillard à Thomas Abbott de l'affronter dans un quizz biblique était, d'une certaine façon, un rappel nostalgique des modèles d'équilibres politico-religieux existants au début du XXe siècle. Il rappelait la forte augmentation de la pratique religieuse après guerre et pouvait même évoquer la sécurité et la sûreté d'un passé imaginé où les Australiens pouvaient prendre pour acquis un degré élevé de culture commune.

En réalité, cependant, ce passé était déchiré par les conflits interreligieux, tout comme le présent est parcouru par différentes tensions ethniques et culturelles. Il a sans doute été sage, pour Abbot, de refuser le défi : dans les années soixante, les enfants qui suivaient le catéchisme dans l'Église baptiste étaient entraînés rigoureusement à mémoriser les versets bibliques (et Gillard a rappelé qu'elle avait gagné des prix pour ce genre d'exercices dans sa jeunesse), alors que les catholiques de la génération d'Abbott avaient plus probablement appris à réciter le rosaire et d'autres litanies plutôt que les Écritures. Les parents baptistes et catholiques de Gillard et Abbott auraient sans doute été surpris, au plus fort des tensions interreligieuses, de penser que leurs fois respectives pourraient un jour être considérées comme une valeur partagée permettant de s'affronter dans un esprit de joyeuse camaraderie.

D'un autre côté, le défi lancé par Gillard signale assez clairement la façon dont le discours politique en Australie a changé durant la courte période qui s'est écoulée depuis le gouvernement de John Howard. Il est virtuellement impossible d'imaginer n'importe lequel des prédécesseurs immédiats de Howard lancer un tel défi, même sous forme de plaisanterie. Qu'une telle figure de rhétorique soit devenue relativement acceptée, même à un moment où le pourcentage d'Australiens pratiquants réguliers ou déclarant une appartenance religieuse est le plus bas depuis la naissance de la fédération, nous donne une idée du rôle que la religion joue désormais dans la culture politique, indépendamment de son importance dans la vie des citoyens.

Traduit de l'anglais (Australie) par Isabelle Richet

RÉSUMÉ

Les croyances et la pratique religieuses ont décliné très fortement en Australie depuis les années 1960. Mais, depuis 1996, le langage et les thèmes religieux sont de plus en plus présents dans le discours politique de la nation. Cette tendance est évidente aussi bien dans les discours du Premier ministre, Julia Gillard, qui se déclare athée, que dans ceux du chef de l'opposition, Tony Abbott, un catholique fervent. La montée en puissance de la religion dans la culture politique australienne a moins à voir avec les croyances et les pratiques des citoyens qu'avec les associations symboliques que permet la religion, les vides qu'elle est censée combler dans un espace politique largement défini par l'engagement de l'Australie dans la prétendue « guerre contre la terreur » et le ralliement enthousiaste des deux principaux partis au consensus néolibéral.